ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
2025-2026

BULLETIN DE MISE EN CANDIDATURE

CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ÉGALE ACTION – MANDAT 2026-2028

Toute personne souhaitant poser sa candidature pour siéger au conseil d'administration doit transmettre l'ensemble des pages du présent **bulletin** dûment rempli, accompagné de son **curriculum vitae** ainsi que d'une **lettre de présentation**, à l'attention du comité de mise en candidature, par courriel à l'adresse directiongenerale@egaleaction.com

La candidature complète doit être reçue **au plus tard le 1er mai 2026.**

PERSONNE CANDIDATE

PRÉNOM, NOM

_____

TÉLÉPHONE

_____

COURRIEL

_____

ADRESSE

_____

_____

_____

JE, SOUSSIGNÉ.E _____ACCEPTE MA MISE EN CANDIDATURE COMME MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ÉGALE ACTION POUR LE MANDAT 2026-2028.

Signature de la personne candidate : _____

Date : _____

Mon statut au sein d'Égale Action est le suivant :

- ☐ Délégué d'un membre associatif
- ☐ Membre individuel·le
- ☐ Je m'engage à devenir un·e membre individuel·le après mon élection

PROPOSÉE PAR :

La personne candidate doit être **proposée par un·e membre votant·e d'Égale Action**.

Nom du ou de la membre votant·e d'Égale Action : _____

Signature du ou de la membre votant.e : _____

Date : _____

CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Demandé par Égale Action

Informations recherchées sur :

Nom : _____ Prénom :_____

Date de naissance - obligatoire (AA-MM-JJ) : _____

Dernières adresses connues de résidence (dix (10) dernières années ; joindre une page en annexe lorsque nécessaire) :

_____

_____

_____

_____

Poste envisagé au sein d'Égale Action : administrateur·trice

Aux fins du présent formulaire, constitue un « antécédent judiciaire » : une infraction criminelle ou pénale pour laquelle une personne a été reconnue coupable, sauf si un pardon a été obtenu. Les accusations encore pendantes pour une infraction criminelle ou pénale sont également incluses.

Ainsi, par la présente, j'autorise Égale Action et ses mandataires à procéder à la vérification de mes antécédents judiciaires et à inscrire à mon dossier ceux qui ont ou pourraient avoir un lien avec mes activités en tant qu'administrateur·trice en fonction des règlements généraux d'Égale Action.

L'autorisation ci-dessus permet à Égale Action et ses mandataires de procéder en tout temps, pendant la durée de mon mandat, à la révision de la vérification de mes antécédents judiciaires.

Signature de la personne candidate : _____

Date : _____

FORMULAIRE DE DÉCLARATION ANNUELLE DES ADMINISTRATEUR·TRICES

Tout·e administrateur·trice doit prendre connaissance du Code d'éthique et de déontologie des administrateur·trices d'Égale Action.

L'administrateur·trice doit également s'engager à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus dans le cadre de ses fonctions et à déclarer tout intérêt susceptible d'entrer en conflit avec les devoirs de sa charge d'administrateur·trice.

Je déclare ne pas avoir d'intérêts susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur·trice, que ces intérêts soient réels, potentiels ou apparents;

OU

Je déclare que les intérêts suivants sont susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur·trice.

_____

_____

_____

_____

Je m'engage à déposer à nouveau ce formulaire dès la survenance de toute modification à ma situation.

J'autorise la personne membre du conseil d'administration agissant également au secrétariat du conseil d'administration à divulguer les informations pertinentes de la présente déclaration d'intérêt au conseil d'administration et aux autres administrateurs et administratrices, le cas échéant.

Je déclare avoir pris connaissance du Code d'éthique et de déontologie des administrateur·trices d'Égale Action. Je reconnais en saisir le sens et la portée et j'adhère aux principes et valeurs qui y sont mentionnés. Je m'engage à assumer tous les devoirs, obligations et règles énumérées dans ce Code.

Nom en lettres moulées : _____

Signature : _____

Date : _____